

Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française

Dans une interview accordée à nos confrères suisses de Mécenopolis que nous reproduisons dans nos colonnes, Thierry Meyssan revient sur l'offensive internationale contre la Syrie, la situation dramatique de la Libye et la campagne électorale en France. Comme un symbole, le « succès » français en Libye est un désastre, alors que paradoxalement, l'échec d'Alain Juppé en Syrie préserve les chances de peser dans le monde de demain. Alors que la crise syrienne annonce la fin du monde unipolaire et le bouleversement des anciennes alliances, la France n'a qu'une alternative : la reconquête de sa souveraineté ou l'errance mondialiste.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 20 AVRIL 2012



Mécenopolis : Thierry Meyssan, vous observez la situation en Syrie depuis plusieurs mois pour le Réseau Voltaire. Que pouvez-vous nous dire des dernières évolutions sur le terrain ?

Thierry Meyssan : Durant un an, la Syrie a affronté une « guerre

de basse intensité ». Des milliers de mercenaires, venant de toute la région et ayant une expérience du combat en Irak et en Libye, ont saboté les infrastructures énergétiques et de télécommunication. Puissamment armés par l'OTAN, disposant de renseignements satellitaires, encadrés par des instructeurs occidentaux, ils ont tenté de semer la terreur et le chaos en perpétrant des crimes d'une violence inouïe. Simultanément, les médias occidentaux ont inventé une histoire de révolution/répression que leurs lecteurs et spectateurs ont gobée par assimilation : le schéma tunisien se reproduirait dans tous les pays où les gens parlent arabe.

Il n'y a pas à ce jour de bilan clair des victimes. La seule source indépendante crédible à laquelle on peut se référer est la Mission d'observation de la Ligue arabe. Elle était majoritairement composée d'experts de haut niveau (officiers supérieurs et diplomates), de nationalités différentes, et a pu librement se déployer dans tout le pays. Selon elle, il n'y a jamais eu de manifestations de masse contre le régime et, partant de là, jamais de répression. Surtout, les groupes armés ont fait autant de victimes parmi les civils que parmi les forces de sécurité (armée et police). Ce constat, qui contredit les assertions des puissances occidentales et du Golfe, a été rejeté par elles, alors mêmes que ce sont elles qui avaient voulu et composé cette Mission d'observation.

La « guerre de basse intensité » a pris fin avec le retrait états-unien consécutif au double veto russo-chinois et au déploiement des armes anti-aériennes russes. L'OTAN, ayant été contrainte d'abandonner son projet de bombardement de la Syrie, n'avait plus de raison de poursuivre sa stratégie préparatoire au sol. Les derniers combattants se sont retranchés dans un quartier de Homs, où ils ont proclamé l'Emirat islamique de Baba Amr. Durant un mois, ils ont organisé un show télévisé mondial pour faire accroire que leur bastion était « pillonné » par les forces syriennes ; ce qui n'a jamais eu lieu et ne pouvait pas avoir lieu puisqu'un détachement syrien était lui-même prisonnier à l'intérieur de l'Emirat islamique. En définitive, à la suite d'un accord conclu entre Claude Guéant et le général Assef Chawkat, les

instructeurs français ont quitté Baba Amr et la plupart des mercenaires se sont rendus.

Comme toujours lorsqu'une guerre est finie, il reste des individus et des groupuscules isolés, animés par un esprit de vengeance, qui causent encore des dommages à la population. Quoi qu'il en soit, progressivement tout revient à la normale. Dans quelques jours se tiendront des élections législatives pluralistes, les premières que le pays aura connues depuis un demi-siècle. Les nouveaux partis politiques découvrent la possibilité de s'exprimer à la télévision et d'animer des débats publics. En définitive, la Syrie sort de cette épreuve appauvrie, mais renforcée.

Les efforts de l'OTAN pour faire tomber le régime de Bachar el-Assad ont jusqu'ici été mis en échec. Nous imaginons toutefois que cette coalition occidentale ne va pas abandonner ses projets. Quelles seront, selon vous, les prochaines actions de déstabilisation de la Syrie ?

En déployant en Syrie le système de défense anti-aérien le plus sophistiqué du monde, la Fédération de Russie a mis fin à la dominance aérienne des États-Unis et d'Israël au Proche-Orient. Or, la puissance des forces armées US repose principalement sur sa capacité de destruction aérienne, les forces au sol ayant montré leur incapacité à occuper un terrain. Washington n'a donc plus les moyens de sa politique.

La présence russe est massive. Il y a aujourd'hui plus de 100 000 ressortissants russes stationnés en Syrie et ce sont des militaires russes qui servent leur matériel de défense anti-aérienne.

L'équilibre stratégique s'est inversé en quelques années. Washington, qui n'avait pas réussi à entrer en guerre au Liban en 2005, y a livré une guerre par procuration en 2006, laquelle s'est soldée par la cuisante défaite d'Israël face au Hezbollah. Puis, le Pentagone a été contraint d'évacuer en 2011 les gigantesques bases militaires qu'il avait construites pour un siècle en Irak. L'OTAN vient de reculer en Syrie, et il n'est plus question d'attaquer l'Iran.

Bien plus que les États-Unis et Israël, ce sont les régimes arabes

sionistes qui sont les grands perdants de cette nouvelle donne. Je pense particulièrement aux dictatures wahhabites d'Arabie saoudite et du Qatar. Je ne suis pas sûr qu'ils puissent survivre longtemps à leur défaite

Pouvez-vous nous expliquer en quelques mots quels sont les intérêts que servent l'OTAN dans la déstabilisation de la Syrie, et quel est leur but final ?

L'OTAN n'a d'alliance défensive que le nom. En réalité, c'est une organisation de supplétifs des États-Unis, au service de leurs ambitions impériales. La décision d'attaquer la Syrie a été prise lors d'une réunion au Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats de New York et Washington. Elle faisait partie d'une liste de 7 objectifs, après l'Afghanistan et l'Irak, il était prévu d'attaquer la Libye et la Syrie, puis la Somalie et le Soudan, et enfin l'Iran. Les préparatifs de la guerre contre la Syrie ont débuté après la chute de Bagdad, avec le vote du Syria Accountability Act, le 15 octobre 2003. Immédiatement, les premières sanctions ont été prises. Leur prétexte était que la Force de paix syrienne déployée au Liban pour mettre fin à la guerre civile s'y éternisait. Damas a retiré ses troupes, laissant le pays du cèdre à découvert face à l'ennemi israélien, mais les sanctions ont été maintenues. Depuis, tout a été essayé pour provoquer le conflit. Souvenez-vous par exemple de la manière dont on a accusé, sur la base de faux témoignages aujourd'hui annués, le président Bachar el-Assad d'avoir commandité divers assassinats au Liban dont celui de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri. Pour juger el-Assad, les États de l'OTAN et du CCG ont alors financé un tribunal d'exception, dont les règles violent les principes les plus élémentaires de la Justice et du Droit international. Et ainsi de suite.

Fondamentalement, la coalition anti-syrienne unit quatre composantes.

- ▶ Les États-Unis veulent poursuivre le remodelage du « Moyen-Orient élargi ». Il s'agit pour eux de casser les grands États historiques et de leur substituer de petits États ethniquement homogènes, plus faciles à manipuler. Ils entendent amputer le Nord-Est de la Syrie en vue de la création d'un Kurdistan avec des

éléments irakiens, turcs, voire iraniens. Et amputer la côte syrienne pour déplacer le Liban vers le Nord et offrir une partie de son territoire actuel à Israël.

- ▶ De son côté la colonie juive de Palestine vise à briser « l’Axe de la Résistance ». Il lui faut changer le régime, renverser Bachar el-Assad, au profit d’un fantoche, Burhan Galioun, dont le seul programme politique est de rompre l’alliance syrienne avec le Hezbollah et l’Iran, ainsi qu’il l’a lui-même expliqué au Wall Street Journal.

- ▶ En ce qui les concerne, les dictatures religieuses du Golfe ont, pour survivre, un besoin vital d’éliminer le modèle laïque syrien. Celui-ci est très différents de ce que nous connaissons sous le même vocable en Europe, particulièrement en France. La laïcité syrienne n’est pas une cohabitation, une tolérance, entre communautés religieuse —et encore moins un cache-nez du racisme comme elle tend à le devenir en Europe , mais une véritable coopération entre croyants pour garantir la liberté de chacun de s’épanouir spirituellement en suivant la foi de ses ancêtres.

- ▶ Enfin, les multinationales de l’énergie convoitent le gaz de la région. On a découvert des réserves considérables en Méditerranée sous la croute de sel, et dans le continent. Ces gisements sont partagés entre l’Egypte, la Palestine occupée, le Liban, la Syrie, la Turquie et Chypre, mais leur centre se trouve à Qârâ, non loin de Homs. Nous venons en fait d’assister à la première grande guerre du gaz qui préfigure de nouvelles règles géopolitiques bien différentes de celles du pétrole. C’est aussi la raison pour laquelle, les grandes puissances du gaz sont si impliquées : la Russie, l’Iran et le Qatar.

En embarquant la France dans cette aventure, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé ont cherché à satisfaire chacune des quatre composantes de la coalition ; Paris n’ayant aucun intérêt direct au conflit. La France a cru pouvoir jouer un rôle en tant qu’ancienne puissance mandataire, et monnayer ce rôle. Cependant, l’espoir de la victoire a laissé place à la réalité de la défaite et les Français vont être surpris de devoir payer la facture des crimes commis en leur

nom.

Plusieurs mois après l'intervention de l'OTAN en Libye, pouvez-vous nous dire quelle est la situation dans ce pays, et qui le dirige ?

Personne ne gouverne la Libye. Et personne ne pourra la gouverner avant longtemps. J'avais expliqué lors de l'assassinat de Mouammar el-Khadafi, mort sous la torture un jour après l'attaque de son convoi par les Français, que la disparition du « Leader » marquait l'anéantissement de la notion d'autorité dans une société tribale. Le but recherché a été atteint : la société libyenne est détruite, comme on a détruit la société en Somalie et en Irak.

Les partisans du « remodelage » ont étendu leur stratégie à l'Afrique du Nord. La contagion gagne maintenant le Mali et menace l'Algérie.

Permettez-moi de répéter qu'il n'y a jamais eu de révolution anti-Kadhafi en Libye, qui était apprécié par son peuple et n'a jamais envisagé de le massacrer. Par contre, il y a eu une sécession de la Cyrénaïque à l'initiative de la France et du Royaume-Uni pour le compte des États-Unis et d'Israël. On se dirige maintenant vers une partition du pays : rétablissement de la monarchie Senussie en Cyrénaïque, installation des Frères musulmans en Tripolitaine, et repli des anti-impérialistes au Fezzam.

En France, nous approchons du premier tour de l'élection présidentielle. Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon se sont auto désignés comme les candidats de l'antimondialiste. Pensez-vous qu'ils le soient réellement ?

Si nous abordons la question des programmes politiques, nous devons la penser en termes de partis, d'équipes, et pas de personnes. A l'inverse, si nous parlons des candidats, nous devons juger leur personnalité, leur compétence et leur vertu républicaine.

Je ne doute pas que Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon soient antimondialistes, mais l'important est de savoir si leurs équipes le sont. Les positions du Front national et du Front de gauche sont généralement anti-mondialistes, mais souvent ambiguës et parfois contradictoires. Seul des deux, le Front national a condamné les

aventures militaires de Nicolas Sarkozy en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye et en Syrie, mais il entretient un flou artistique à propos des États-Unis et d'Israël. Il est clair pour moi que le Front de gauche, malgré les efforts de son candidat, n'est pas anti-mondialiste. Je suis par contre dubitatif quant au Front national qui a soigneusement évité de clarifier en son sein cette question centrale.

Notre ami et camarade Pierre Hillard s'apprête à lancer, dans la continuité du texte d'Adrien Abauzit, un « appel à l'abstention » pour le deuxième tour de cette élection qui, sauf surprise, consacrera un duel entre Nicolas Sarkozy et François Hollande. L'idée est de donner le moins de légitimité possible au prochain président, de sorte à pouvoir ensuite contester son autorité – qu'il ne manquera pas de mettre au service de l'oligarchie mondialiste. Seriez-vous prêt à le signer, avec d'autres intellectuels français ?

D'abord, par principe, je me refuse à discuter en public de la stratégie de second tour avant que le suffrage universel ait parlé au premier tour.

Ensuite, je pense que le passage du vote blanc à l'abstention doit être murement réfléchi. Le premier exprime un refus de légitimer le choix présenté, tandis que le second manifeste une volonté de délégitimer les institutions. Nous avons évoqué tout à l'heure la Libye. J'ai vu ce que signifie l'effondrement d'un État, l'anarchie que Hobbes décrivait en disant qu'elle fait de l'homme « un loup pour l'homme », et je ne souhaite pas ce genre chose à n'importe quel peuple et surtout pas au mien.

Je pense comme Pierre Hillard, et certainement de très nombreux Français, que notre République n'est plus laïque, n'est plus démocratique et n'est plus sociale. Mais si nous appelons à délégitimer les institutions, nous ne pouvons en rester là. Nous devons aller jusqu'au bout : la Révolution ! Sommes-nous prêts ?

« Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française », *Mecanopolis*, 19 avril 2012.

Source : « Thierry Meyssan sur les tentatives de déstabilisation de la Syrie et sur l'élection présidentielle française », *Réseau Voltaire*, 20 avril 2012, www.voltairenet.org/a173801